

LA LETTRE DE VEILLE

du Centre Islamique pour le Développement du Commerce

01 MARS 2023

NUMÉRO 04



Sommaire

Actualité analysée -Afrique: Pékin et sa diplomatie des stades • Secteur de l'énergie: Les pays de l'AES • L'Égypte et la Turquie entament un nouveau chapitre de leurs relations • Pétrole : l'Iran annonce des contrats à 13 milliards • Secteur de l'énergie: Les pays de l'AES • Indonésie: les enjeux du nouveau président • Afrique, lumière sur les Hub portuaire • Qatar: l'économie du futur • Le soleil se couche sur le pétrole saoudien • Les Émirats arabes unis lance leur monnaie numérique • Kazakhstan: Total signe un gigantesque projet dans l'éolien • L'Ouzbékistan à fond dans l'IA
Actualités en Bref
Agenda



□ ACTU ANALYSÉE

AFRIQUE PÉKIN ET SA DIPLOMATIE DES STADES

Depuis la Guerre froide, la Chine avait compris l'importance stratégique du continent africain, découlant de ce double intérêt : d'abord en tant que réservoir de ressources et, ensuite, en tant que vaste marché. Aujourd'hui sa diplomatie, orientée économie, bien que surnoise pour certains, fait florès sur le continent.

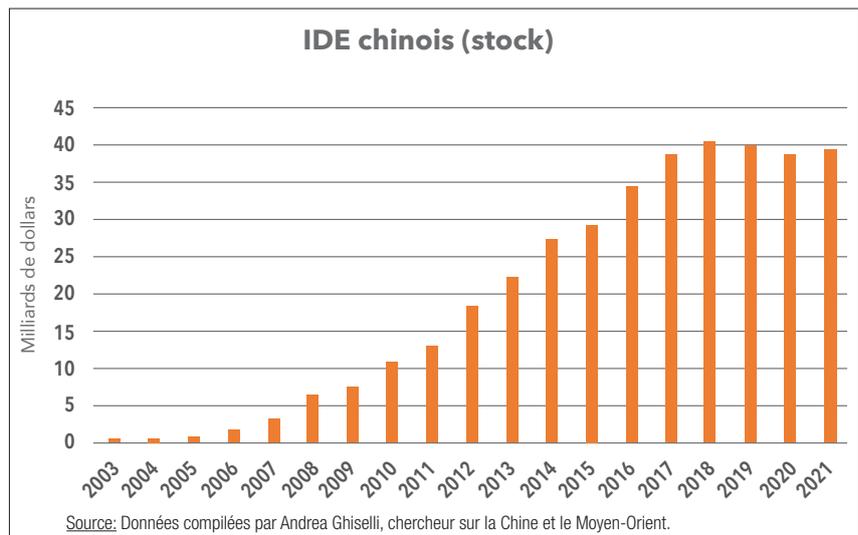
Après un relatif retrait vers la fin de la Guerre froide, l'Empire du Milieu est de retour. Ayant pris différentes formes, la diplomatie chinoise en Afrique a bien évolué au fil des années. Longtemps basée sur la question de Taiwan, la politique africaine de la Chine dépasse aujourd'hui les anciennes thématiques qui étaient le

socle de son expansion. Aujourd'hui, ayant placé la coopération économique au cœur de sa stratégie, Pékin dispose d'une véritable assise sur l'échiquier africain. Entre offensive économique, commerciale et même culturelle, le pays de Xi Jinping ne cache plus aujourd'hui ses ambitions de vouloir supplanter les puis-

sances occidentales en Afrique. La Chine manie désormais avec subtilité et tactique le langage des grands travaux infrastructurels. Sa partie la plus visible: la «diplomatie des stades». «Installée là où il y a les ressources naturelles, la Chine s'est impliquée dans les infrastructures. Et la construction des stades a été une voie qu'elle a décidé d'emprunter, sachant que le foot est le sport Roi sur le continent.

Rappelons que cette stratégie n'est pas récente, puisque la Chine l'avait déjà testée auparavant en Tanzanie où elle concrétisa dans les années 70 les 15.000 places de l'Amaan Stadium. Et des années après cette toute première infrastructure sportive sur le continent, le géant asiatique a fait émerger plus d'une cinquantaine de stades dans la presque-totalité des pays du continent entre 1970 et 2000. Pour la petite histoire, en 1983, la Chine permit à la Mauritanie de se doter du Stade Olympique de Nouakchott, d'une capacité de 10.000 places. La même année, le Stade de l'Amitié (35.000 places) de Kouhounou à Cotonou, au Bénin, a été construit puis réhabilité en 2008 par la Chine. La stratégie de la diplomatie des stades fera également sensation du côté de l'Afrique de l'Est avec la construction en 1986 du plus grand Stade du Rwanda, l'Amahoro Stadium de Kigali (30.000 places) qui a pu accueillir la CHAN 2016. En 1987, c'est au tour du Kenya, où la Chine inaugure le «Moi Internatio-

nal Sports Centre» (60.000 places) à Kasarani pour les Jeux africains de Nairobi, pour ensuite financer les travaux de rénovation en 2010. Vers la fin de la période de la Guerre froide, en bon stratège, l'Empire du Milieu a accentué ses investissements, préparant ainsi son positionnement sur la scène internationale. En 1990, l'île Maurice inaugure son stade d'Anjalay (15.000 places) dans la localité de Mapou, tandis que Djibouti s'offre son Stade national El Hadj Hassan Gouled Aptidon en 1993 (rénové en 2002). En 1994, ce fut au tour de l'ancien Zaïre, appelé aujourd'hui RDC, avec la construction du Stade des Martyrs (80.000 places). Rappelons qu'à ce jour, cette politique est toujours d'actualité. Du côté de la lagune Ébrié, c'est le tout nouveau complexe sportif qui a abrité la finale de la récente Coupe d'Afrique avec ses 60.000 places. À l'heure où les partenariats d'antan commencent à battre de l'aile, l'offre chinoise séduit



surtout que ces édifices de grand acabit permettent de rattraper le flagrant retard infrastructurel qui pèse sur le continent. Aujourd'hui, ce deal Chine-Afrique cache des intérêts souterrains. Derrière cette diplomatie chinoise très présente sur le continent se trouve une véritable convoi-

tise qui se présente sous la forme du double intérêt : les ressources du sous-sol africain et son marché (1,2 milliard de personnes)... À quand donc une coopération forte entre Afrique-Afrique ou entre pays de l'OIC qui partagent des valeurs communes du monde ? ■

L'ÉGYPTE ET LA TURQUIE ENTAMENT UN NOUVEAU CHAPITRE DE LEURS RELATIONS

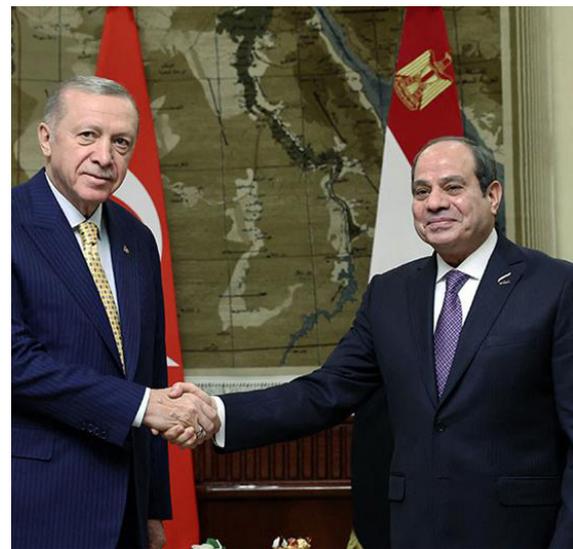
Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a accueilli au Caire son homologue turc Recep Tayyip Erdogan pour la première fois depuis sa prise de pouvoir en 2013. Les deux dirigeants ont signé plusieurs accords, une augmentation des échanges commerciaux et une coopération diplomatique au Moyen-Orient et en Afrique.

Les présidents égyptien Abdel Fattah al-Sissi et turc Recep Tayyip Erdogan renforcent leur coopération.

Le dirigeant turc a été accueilli avec les honneurs par son homologue égyptien à son atterrissage à l'aéroport du Caire. Les deux hommes ont ensuite signé plusieurs accords, plaidant tous deux pour «une nouvelle étape dans les relations», une augmentation des échanges commerciaux «à 15 milliards de dollars par an sous quelques années» et une coopération diplomatique au Moyen-Orient et en Afrique. Notons que «L'Égypte est actuellement le premier partenaire commercial de la Turquie en Afrique», s'est félicité le président égyptien en marge de la rencontre.

Selon les données de l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques, la valeur des échanges commerciaux entre l'Égypte et la Turquie a augmenté de 14 % en 2022, atteignant 7,7 milliards de dollars, contre 6,7 milliards de dollars en 2021.

La valeur des exportations égyptiennes vers la Turquie a augmenté à 4 milliards de dollars en 2022, contre 3 milliards de dollars en 2021, soit une augmentation de 32,3 %, tandis que la valeur des importations égyptiennes en provenance de Turquie a atteint 3,72 milliards de dollars en 2022, contre 3,74 milliards de dollars en 2021, marquant une diminution de 0,7 %.. ■



Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi a accueilli mercredi 14 février au Caire son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

□ ACTU ANALYSÉE

PÉTROLE L'IRAN ANNONCE DES CONTRATS À 13 MILLIARDS

Le gouvernement iranien a passé de nouveaux contrats pour augmenter sa production pétrolière. Le pays, membre de l'Opep, détient les troisièmes réserves pétrolières au monde...

13 milliards de dollars. C'est la valeur des nouveaux contrats annoncés par le gouvernement iranien ce dimanche pour accroître sa production de pétrole. L'ambition de ces projets, qui concernent six gisements dans le sud et le sud-ouest du pays, est d'augmenter la production pétrolière « de près de 400.000 barils » par jour, a déclaré le ministre chargé du pétrole, Javad Owji. Ce dernier a récemment fixé à

quatre millions de barils/jour la production du pays en mars 2025, terme de la prochaine année du calendrier persan, le calendrier solaire utilisé notamment en Iran et en Afghanistan.

Le ministère a précisé que ces contrats étaient « les plus importants depuis une décennie ». Ce programme devrait ainsi augmenter les revenus pétroliers de « 15 milliards de dollars

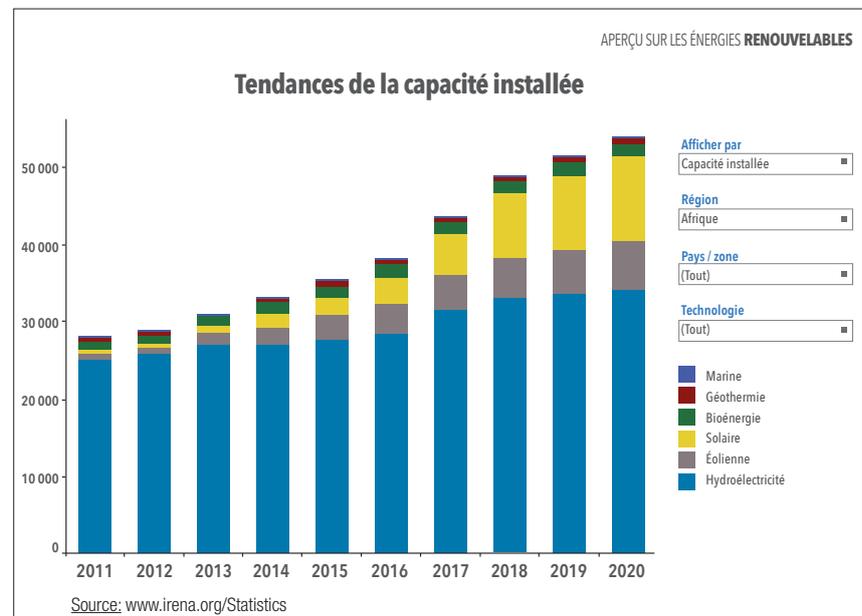
par an », a-t-il ajouté au cours de la cérémonie de signature organisée à Téhéran, le jour du 73e anniversaire de la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1951.

Pour rappel, l'Iran, membre de l'OPEP, détient les troisièmes réserves de pétrole et les deuxièmes de gaz, selon les statistiques de l'agence américaine de l'énergie.■

SECTEUR DE L'ÉNERGIE LES PAYS DE L'AES REVENDIQUENT LEUR AUTONOMIE

Les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) veulent être autonomes en énergie. Pour cela, ces États ont décidé de mutualiser leurs efforts afin de faire de cet objectif une réalité.

La crise sécuritaire est venue renforcer davantage la volonté des États du Sahel de travailler en synergie pour relever leurs défis communs. C'était en février dernier, lors d'un atelier que les acteurs de la Société nigérienne d'électricité (SNE), L'Energie du Mali SA (EDM) et la Société nationale burkinabè d'électricité (SONABEL), se sont réunis pour partager leurs expériences sur l'énergie avec pour thème : «Quelle stratégie pour sécuriser l'approvisionnement des pays de l'AES en énergie électrique». « Nos trois sociétés entretenaient déjà de bonnes relations, marquées par la fraternité et la solidarité. Mais les derniers événements socio-politiques commandent que nous nous rapprochions et collaborions plus étroitement. Aucune société d'électricité ne peut assurer pleinement sa mission de fourniture de l'électricité aux populations, sans un système d'approvisionnement fiable et sécurisé, d'où la thématique générale posée pour ce cadre



d'échanges» déclarait Souleymane Ouédraogo, Directeur général de la Société nationale burkinabè d'électricité. Rappelons que les échanges avaient pour viser de savoir à court terme, de réfléchir sur le comment

combler le besoin en électricité des populations.

Et à long terme, sur la construction de la centrale nucléaire, le gouvernement demeure dans une approche de coopération régionale.■

INDONÉSIE LES ENJEUX DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Les électeurs indonésiens ont élu leur nouveau président : le général Prabowo Subianto. Pourquoi ce vote est-il important pour la plus grande démocratie musulmane au monde et pour nous ? Décryptage.

Le 14 février dernier, le candidat Prabowo Subianto et son colistier Gibran Rakabuming Raka ont remporté sans grande surprise l'élection présidentielle à hauteur de 58 % des suffrages. Si la victoire est a été a porté de main, les défis cependant pointent à l'horizon.

Rappelons que la pandémie fut un choc très violent pour l'économie indonésienne. Elle ne s'en est pas entièrement remise. La croissance a certes retrouvé en 2023 son rythme de croisière de 5,3 %, mais la récession de l'année 2020, prolongée en 2021 par une croissance très molle, ont fait perdre à l'Indonésie sept points de PIB par rapport à la tendance antérieure, révèle EQUAL MESURES 2030.

Par ailleurs, Si l'Indonésie a retrouvé une dynamique de l'emploi, la part des emplois informels, a encore progressé. Ils représentent 57 % du marché du travail contre 56% avant le choc de la pandémie.

Sans oublier, la guerre en Ukraine a eu aussi un impact à la fois très positif et très négatif. Très positif sur les recettes

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	1.318,81	1.417,39	1.542,37	1.670,63	1.805,25
PIB (croissance annuelle en%, prix constant)	5,3	5,0	5,0	5,0	5,0
PIB par habitant (USD)	4.798	5.109	5.509	5.915	6.337
Solde des finances publiques (en% du PIB)	-2,1	-2,2	-2,2	-2,1	-2,1
Endettement de l'état (en% du PIB)	40,1	39,0	38,6	38,2	37,9
Taux d'inflation (%)	n/a	3,6	2,5	2,5	2,5
Balance des transactions courantes (milliards USD)	12,67	-3,72	-9,83	-17,34	-21,00
Balance des transactions courantes (en% du PIB)	1,0	-0,3	-0,6	-1,0	-1,2

Source: FMI- World Economic Outlook Database - October 2027. Note: (E)> Donnée estimée

d'exportation, qui ont bénéficié de l'envolée des cours des matières premières. Les exportations de charbon ont pratiquement doublé en valeur entre le premier et le quatrième trimestre de 2022 avant de retrouver leur niveau d'avant-guerre fin 2023. Le pays a enregistré un excédent inhabituel de sa balance des paiements en 2022 avant de revenir quasiment à l'équilibre l'année dernière. L'impact négatif de la guerre en Ukraine a porté sur les prix des denrées de base et les risques de rupture d'approvisionnement sur le blé. Avec ce contexte complexe, le nouveau président s'est fixé des objectifs clairs : Il entend achever la politique d'intégration industrielle des filières liées aux matières premières

initiée par Jokowi. Il s'agit de ne plus exporter de produits de base comme la bauxite et le nickel, et d'inciter les acheteurs de ces minerais à investir en Indonésie pour y créer une industrie de transformation. Notons que Cette politique donne de bons résultats. L'investissement étranger dans l'archipel a atteint des sommets en 2022 avec 44 milliards de dollars, puis en 2023 avec 47 milliards de dollars. Près de la moitié de ces investissements se situent dans les secteurs des mines et de la métallurgie. Le gouvernement de Jakarta a par ailleurs dans ce sens mis en place une politique d'exemption de droits de douane et de taxes intérieurs pour les investissements dans l'assemblage de voitures électriques. ■

AFRIQUE LUMIÈRE SUR LES HUB PORTUAIRE

Maroc, Égypte, Afrique du Sud, Djibouti. La concurrence est rude. Tour d'horizon du champ de bataille maritime !

De l'Afrique de l'Est à la façade atlantique, en passant par le golfe de Guinée, les plateformes portuaires sont en constante construction et modernisation. Pour la petite histoire, c'est depuis les années 2000 que les pays africains développent leurs capacités portuaires. Cet effort se poursuit dans la décennie suivante, avec des dizaines de milliards d'euros investis dans les

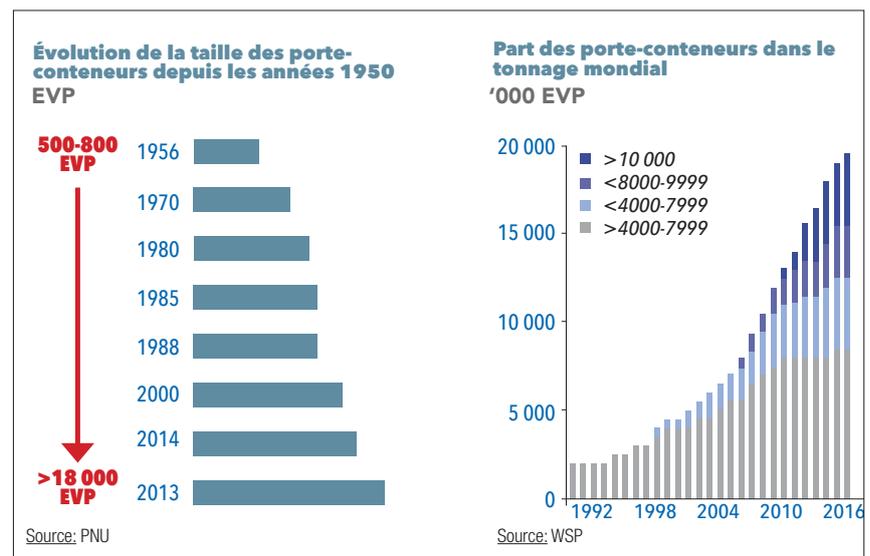
systèmes portuaires, en particulier les terminaux de conteneurs. Les capitaux investis proviennent d'un nombre limité d'acteurs du monde de la logistique portuaire et du transport, parmi lesquels on peut citer CMA CGM (France), MSC (italo-suisse), APM Terminals (Danemark), DP World (Émirats arabes unis) ou China Merchant Port (CMP).

Ces dernières années, la dynamique s'est poursuivie avec une augmentation des travaux de modernisation et de construction de ports. L'objectif est de créer de grands hubs portuaires à vocation régionale, qui catalysent les échanges non seulement depuis l'extérieur, mais aussi en faisant converger les flux logistiques depuis l'hinterland vers leurs installations.

Cette situation entraîne une augmentation de la concurrence entre les différents ports africains et les groupes qui les gèrent. Par exemple, la construction des ports de Banana en République démocratique du Congo et de Ndayane au Sénégal, opérée par DP World, pourrait concurrencer directement les terminaux de Pointe-Noire ou d'Abidjan. De même, la modernisation du port de Lekki, dont CMA CGM exploite le terminal de conteneurs, menace directement les ports de Lomé (Togo) et de Cotonou (Bénin), gérés par MSC. On peut également citer le succès du hub marocain de Tanger-Med, le plus grand terminal portuaire d'Afrique et de Méditerranée, qui met la pression sur les ports algériens.

La course au gigantisme

Selon une étude du CEO Forum, la concurrence pousse les acteurs du secteur à réaliser des économies d'échelle. Cela se traduit notamment par des porte-conteneurs de plus en plus gros. Alors que dans les années 1950 les premiers porte-conteneurs avaient une capa-



cité de 500-800 EVP, ceux de dernière génération, de classe Triple E, ont une capacité supérieure à 18.000 EVP. Le MSC Gülsün, le plus grand porte-conteneurs du monde, a même une capacité de près de 24.000 EVP. Afin de pouvoir accueillir ces navires, les ports doivent s'adapter : dragage, extension des terminaux, création d'espaces de stockage, etc. Côté finance, le secteur portuaire a fait

l'objet d'investissements massifs, notamment pour permettre l'accueil des navires de dernière génération.

Les investissements privés dans les ports africains entre 2005 et S1 de 2019 ont atteint 15 milliards USD (plus de 50 milliards USD en prenant en compte les investissements publics), soit 13 fois plus que durant la période 1990-2004. ■

QATAR L'ÉCONOMIE DU FUTUR

S'appuyant sur l'élan de la Coupe du monde historique de 2022, le Qatar se dirige vers une nouvelle phase passionnante de développement. Cherchant à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles, le prochain chapitre du pays placera la durabilité au cœur de son économie.

Depuis sa déclaration d'indépendance en 1971, le boom pétrolier et gazier a fait du Qatar une des économies à croissance rapide dans le monde. Et ce succès tire aussi son substrat de l'orientation politique du pays, notamment la Vision nationale du Qatar 2030, un plan de développement ambitieux qui vise à transformer le Qatar en un pays avancé d'ici 2030, capable de soutenir son propre développement et d'offrir un niveau de vie élevé à l'ensemble de sa population pour les générations à venir.

L'un des principes fondamentaux de la Vision nationale du Qatar est la diversification économique. Alors que les ressources naturelles du pays ont libéré d'immenses richesses au cours des 50 dernières années, le pays cherche désormais à réduire progressivement sa dépendance à l'égard des industries des hydrocarbures. Capitalisant sur le succès de la Coupe du monde 2022, le Qatar cherche à s'ouvrir aux investissements internationaux et à développer son secteur privé, tout en explorant le potentiel des industries émergentes, telles que

le tourisme, le sport, la finance, la technologie, l'immobilier et la logistique. Le tournoi a, à bien des égards, ouvert la voie à une prochaine phase de développement passionnante et transformatrice pour le Qatar.

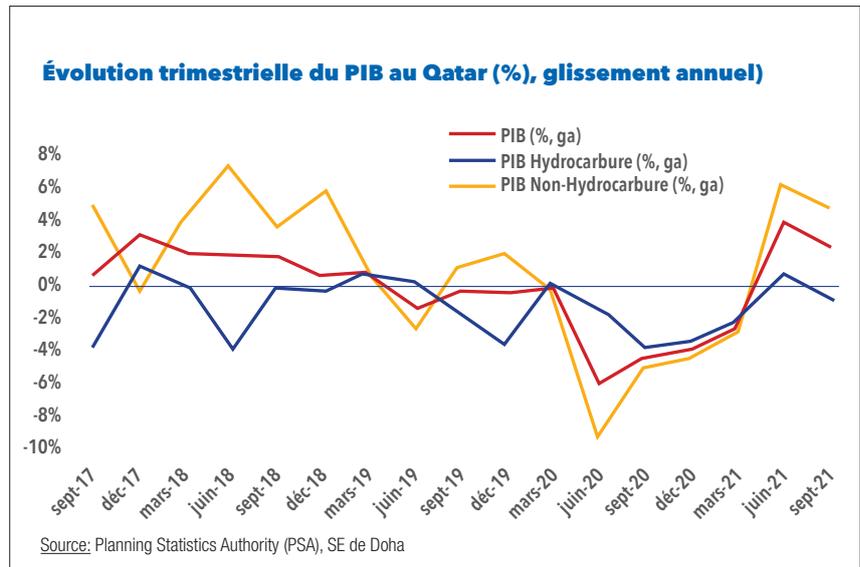
Nouvelle direction

Avec son riche patrimoine culturel, sa capitale futuriste et son ensoleillement toute l'année, le Qatar est une destination touristique en plein essor. Mais le pays ne cherche pas seulement à attirer les vacanciers. Bénéficiant d'infrastructures de pointe et de



Doha, Qatar

connexions solides avec l'ensemble du Moyen-Orient, le pays espère également attirer de nouveaux investisseurs internationaux. World Finance s'est entretenu avec Omar Alfardan, directeur général de la Commercial Bank basée à Doha, sur le développement du pays et le rôle de sa propre banque dans cette croissance et cette expansion : «Devenir une destination attractive pour les capitaux internationaux après le boom des investissements nationaux autour de la Coupe du monde est un objectif stratégique pour le Qatar. Le pays se positionne comme une porte d'entrée vers des marchés régionaux plus vastes en concluant des accords de commerce



et d'investissement avec les pays voisins. Cette stratégie amplifie l'attrait du Qatar auprès des investisseurs internationaux», explique Alfardan.

La technologie joue également un rôle clé dans les nouvelles ambitions économiques du Qatar. Un nombre croissant d'incitations sont en place pour les start-up technologiques et les centres de recherche et développement, dans le but de favoriser une culture florissante d'innovation et d'entrepreneuriat. Le pays cherche de plus en plus à développer une économie basée sur la connaissance, axée sur les nouvelles technologies, et s'est fixé des objectifs spécifiques en ma-

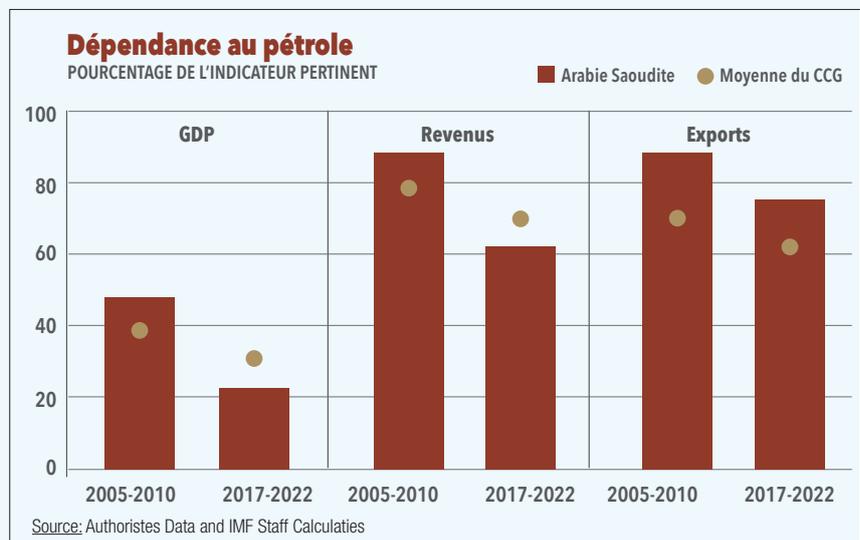
tière de formation des ressortissants qataris et de perfectionnement de sa main-d'œuvre pour se préparer aux défis et aux opportunités de l'avenir.

Dans le domaine du vert, le Qatar a lancé plusieurs projets d'énergie renouvelable, notamment le développement d'installations d'énergie solaire et éolienne, qui exploitent les atouts du climat désertique du pays. La centrale solaire d'Al Kharsaah, située à 80 km à l'ouest de la capitale Doha, est aujourd'hui l'une des plus grandes centrales solaires au monde, capable de produire 10% de la demande maximale d'électricité du pays. ■

LES DÉFIS DU PÉTROLE SAOUDIEN

Avec un certain nombre de programmes et de mégaprojets en cours, l'Arabie saoudite doit chercher à sortir rapidement de son passé pétrolier, et le temps presse. Analyse.

Un autre défi se profile désormais à l'horizon, qui marquera probablement la fin de l'ère du flux de pétrole. Le monde a pris conscience du changement climatique et l'effort mondial nécessaire pour le contrer signifiera l'élimination progressive des combustibles fossiles à mesure qu'on transite vers des alternatives plus durables et plus vertes.



LES ÉMIRATS ARABES UNIS LANCE LEUR MONNAIE NUMÉRIQUE

Le pays vient de faire son premier transfert transfrontalier en dirham numérique, en direction de Pékin. Cet acte symbolique est le point de départ d'un processus de dédollarisation.



Dubai, Émirats arabes unis

Selon l'OPEP, l'Arabie saoudite possède environ 17% des réserves mondiales prouvées de pétrole et, dans un monde où ces réserves ne seraient plus nécessaires, la position mondiale actuelle du royaume serait sérieusement diminuée. La manière dont l'Arabie saoudite gèrera la transition déterminera la suite des événements. À première vue, le pays, depuis la récente COP28 de Dubaï, a pris de véritables résolutions dans le vert. En attendant la révolution verte, les revenus pétroliers et gaziers en ont fait un pays extrêmement riche, avec un profil Forbes de 2017 indiquant que «son secteur pétrolier représente environ 87% des recettes budgétaires, 42% du PIB et 90% des recettes d'exportation». ■

Annoncé en 2021 et officiellement lancé il y a près d'un an, le projet de monnaie numérique de la banque centrale (MNBC) des Émirats arabes unis est désormais fonctionnel. Récemment, le Sheikh Mansour Bin Zayed Al Nahyan, vice-président des Émirats et président du conseil d'administration de la banque centrale, a effectué un premier paiement transfrontalier symbolique. 50 millions de dirhams numériques (environ 135 millions de dollars) ont en effet été envoyés à la Chine.

Dans le détail, l'opération a été effectuée lors d'une célébration des 50 ans de l'établissement de la banque centrale. La transaction a eu lieu via la plateforme «mBridge». Il s'agit d'un projet commun de la Banque des règlements internationaux

(BRI) et des banques centrales de Chine, Hong Kong, Thaïlande et des Émirats arabes unis. Il permet notamment la facilitation des transferts transfrontaliers.

Rappelons que les Émirats arabes unis et la Chine sont tous deux membres du groupe BRICS+, qui communique de plus en plus sur la dédollarisation en cours de l'économie mondiale. Ce paiement en MNBC est donc un pas de plus vers un système qui se détache du billet vert américain.

L'alternative au dollar préparée au sein des BRICS

Dans une de ces notes sur le sujet, l'École de guerre économique de Rabat explique que : «Face à la politisation du billet vert, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) préparent leur riposte, à l'instar de la Chine qui, devant les enjeux que porte la guerre commerciale avec les États-Unis, se décide à accélérer sa politique de dédollarisation.

En effet, celle-ci commence à réaliser que dans le cadre d'un regain de tensions économiques avec Washington, l'utilisation de véhicules financiers contrôlés par l'Occident ne lui serait pas favorable et augmenterait d'autant plus son exposition face aux sanctions et rétorsions économiques.» Et de poursuivre : «Les BRICS s'organisent pour mettre sur pied un système de paiement transnational qui permettra de s'affranchir du système occidental SWIFT afin d'échapper aux yeux de Washington. En effet, depuis les attentats du 11 septembre, ceux-ci ont un acquis auprès de l'institution bruxelloise un droit de regard sur l'ensemble des transactions passant par ce système au nom de la lutte contre le terrorisme. ■

KAZAKHSTAN TOTAL SIGNE UN GIGANTESQUE PROJET DANS L'ÉOLIEN

Le PDG de TotalEnergies a signé un accord d'investissement avec le pays portant sur un projet éolien géant qui permettra d'alimenter en électricité un million d'habitants.



Chantier d'installation d'éoliennes

Après le Suriname, le PDG de TotalEnergies signe un accord d'investissement avec le Kazakhstan portant sur un projet éolien géant qui permettra d'alimenter en électricité un million d'habitants de ce pays.

Ce contrat d'investissement de 1,4 milliard de dollars a été signé par le patron de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, et le ministre de l'Énergie du Kazakhstan, Almassadam Satkaliev, en présence du président de ce pays, Kassym-Jomart Tokaïev. Dans le détail, ce projet est situé dans la région

de Zhambyl (sud du Kazakhstan), le projet prévoit la construction d'un parc éolien terrestre d'une capacité de 1 GW, comprenant 160 éoliennes associées à un système de stockage par batterie de 600 MWh, utilisé en complément pour gérer l'intermittence de cette énergie. Il s'agit du «plus grand projet éolien jamais initié au Kazakhstan», selon TotalEnergies, qui prévoit de multiplier par 5 (de 22 GW aujourd'hui à 100 GW en 2030) ses capacités renouvelables installées. ■

L'OUZBÉKISTAN À FOND DANS L'IA

Le Conseil de recherche sur les technologies avancées (ATRC) des Émirats arabes unis a signé un protocole d'entente avec le ministère des Technologies numériques de la République d'Ouzbékistan, en marge du Sommet mondial des gouvernements (WGS).

Le Conseil de recherche sur les technologies avancées (ATRC) des Émirats arabes unis, mandaté pour façonner un écosystème de R&D avancé à Abu Dhabi, a signé un protocole d'entente avec le ministère des Technologies numériques de la République d'Ouzbékistan, en marge du Sommet mondial des gouvernements. Cette synergie vise à tirer parti de l'expertise technique de l'ATRC et de ses filiales pour l'intégration transparente de l'intelligence artificielle (IA) dans l'infrastructure technologique et les services gouvernementaux de l'Ouzbékistan. Dans le détail, selon les termes de l'accord, l'Ouzbékistan explorera et encouragera l'adoption des grands modèles de langage (LLM) Falcon et des solutions basées sur Falcon, et soutiendra l'utilisation de Falcon dans son écosystème numérique à travers divers cas d'utilisation. En outre, l'Ouzbékistan encouragera les organisations et les entités à rejoindre la «Fondation Falcon» récemment annoncée



Son Excellence Shahab Issa Abu Shahab, Directeur général de l'ATRC et S.E. Sherzod Shermatov, ministre des Technologies numériques de l'Ouzbékistan signant le protocole d'accord en marge du WGS 2024.

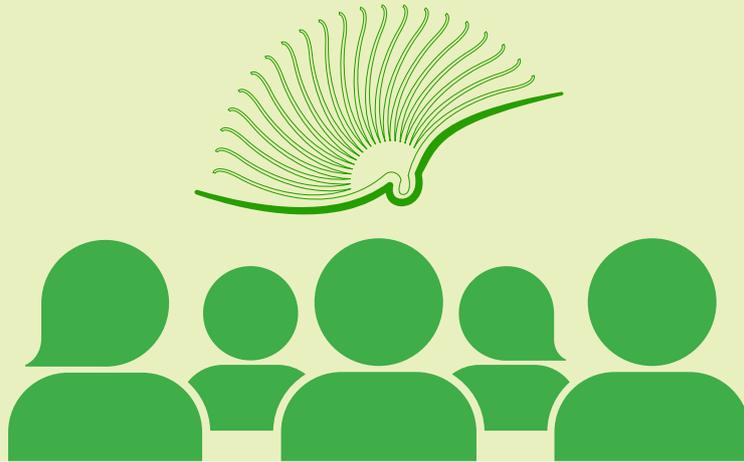
et à contribuer à l'avancement des modèles Falcon open source. Ce partenariat marque une étape importante dans les efforts visant à partager les capacités de Falcon au niveau étatique au-delà du Moyen-Orient et fournir les conditions favorables aux initiatives de collaboration mondiale qui définiront l'avenir de l'innovation technologique. Notons que Falcon LLM, un modèle d'IA open source de premier plan au monde, fait partie de la série Falcon de puissants modèles de langage développés par le Tech-

nology Innovation Institute (TII), la branche de recherche appliquée de l'ATRC. En novembre 2023, l'ATRC et sa division de commercialisation VentureOne ont lancé une entreprise d'IA innovante, AI71, pour fournir des modèles d'IA spécialisés aux clients, entreprises et pays, tout en leur donnant la possibilité de posséder des données de manière décentralisée. TII et AI71 fournissent des canaux essentiels pour le déploiement de la série de grands modèles de langage (LLM) Falcon. ■



**ATELIER DE FORMATION
SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LA GESTION DE LA CHAÎNE DE VALEUR
POUR LES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES
DANS LES PAYS MEMBRES FRANCOPHONES DE L'OCI**

PREMIER SEMESTRE 2024 • N'DJAMENA, TCHAD



L'ATELIER VISE ESSENTIELLEMENT À AIDER LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) ET LES COOPÉRATIVES DIRIGÉES PAR DES FEMMES À ACCROÎTRE LEUR ACCÈS AU MARCHÉ INTERNATIONAL ET À MIEUX GÉRER LEURS CHAÎNES DE VALEUR, CE QUI, À SON TOUR, AUGMENTERA LES FLUX GLOBAUX DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT AU PROFIT DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DES PAYS MEMBRES FRANCOPHONES.

L'ATELIER A POUR OBJECTIF D'ACCOMPAGNER LES DIRIGEANTES D'ENTREPRISES ET DE COOPÉRATIVES DES PAYS MEMBRES DE L'OCI, DANS LE BUT D'ACCÉDER AU MARCHÉ INTERNATIONAL, DÉCOUVRIR LES NOUVELLES TENDANCES DU MARCHÉ ET LEUR APPORTER LE SOUTIEN NÉCESSAIRE EN MATIÈRE DE NOUVELLES TECHNOLOGIES.



EN BREF

► Pétrole et gaz: Un des cinq défis majeurs pour l'avenir économique du Sénégal post-Macky Sall

Dakar place aujourd'hui ses espoirs dans le lancement de deux champs offshore majeurs. D'abord, Grand-Tortue Ahmeyim, partagé avec la Mauritanie et sous la direction des groupes BP et Kosmos, est dédié à la production de gaz. Retardée à plusieurs reprises en raison de complications dans les travaux sous-marins et de l'indisponibilité de la barge flottante de production, de stockage et de déchargement, sa mise en service est prévue pour le troisième trimestre de 2024. Pour rappel, la phase initiale ambitionne de produire chaque année environ 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL), principalement destinées à l'Europe. La seconde phase vise à augmenter cette production à 5 millions de tonnes.

► Tunisie : La Suisse lance un projet pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes

La Suisse et la Tunisie signent un accord dont l'une des composantes vise à faciliter la mobilité des jeunes professionnels. Pour les deux prochaines années, les deux pays se sont engagés dans un nouveau projet qui tient en compte le renforcement des compétences des diplômés. Le projet qui s'étalera jusqu'en 2026 s'est également fixé comme objectif de soutenir l'implication de la diaspora tunisienne dans le développement de son pays.

► Nigéria : Aliko Dangote envisage de créer une société de négoce

Le milliardaire nigérian, Aliko Dangote, envisage de lancer une société de négoce de pétrole pour gérer l'approvisionnement en brut de sa nouvelle raffinerie au Nigéria. Le futur bras de négoce pétrolier de Dangote Group, qui devrait être basé à Londres, permettrait à l'homme le plus riche d'Afrique de se passer des services des grandes maisons de négoce mondiales, telles que Trafigura et Vitol. Celles-ci négocient depuis des mois l'approvisionnement de la mégaraffinerie en pétrole brut en échange de livraisons de produits raffinés.

► Égypte : L'italien Danieli prévoit de construire un complexe sidérurgique

Le groupe industriel italien Danieli envisage de construire un complexe sidérurgique intégré en Égypte pour un investissement de 4 milliards de dollars, en association avec d'autres investisseurs, selon un communiqué publié le jeudi 29 février 2024 par le gouvernement égyptien. Le projet comprend la mise en place d'une usine de production d'hydrogène vert destinée à alimenter le parc industriel pour un coût estimé entre 2 et 3 milliards de dollars, a-t-on ajouté de même source, indiquant que les autorités égyptiennes «sont en train d'étudier la proposition» du groupe italien.

► Côte d'Ivoire : L'État engagera des négociations contractuelles avec Eni

Le gouvernement a approuvé l'ouverture de pourparlers contractuels avec la multinationale pétrogazière Eni, en lien avec l'exploitation des blocs pétroliers CI-504, CI-526, CI-706 et CI-708 localisés en mer. Ce développement intervient alors que l'entreprise italienne a manifesté un intérêt pour ces périmètres pétroliers offshore

dont les travaux préliminaires d'exploration ont confirmé la présence d'hydrocarbures sur ces sites.

► Maroc : Le trafic réel sur les lignes ferroviaires a atteint 52,8 millions de voyageurs

Pour l'année 2023, la performance réelle en chiffres du transport ferroviaire au Maroc s'est établie à 52,8 millions de voyageurs, légèrement au-delà des prévisions de l'Office national des chemins de fer qui tablait sur 52 millions de passagers. Cela représente une hausse de 15% par rapport à 2022, incluant les volumes globaux du TGV Al Boraq (Tanger à Casablanca) qui a drainé plus de 5 millions de voyageurs, soit 2 millions de plus qu'en 2019 avant le Covid. Notons que ce niveau d'activité a généré pour l'ONCF un chiffre d'affaires de près de 2,55 milliards de dirhams, en progression de 17% comparativement à 2022. Le chiffre d'affaires consolidé a connu une hausse de 6%, passant de 4,59 milliards de dirhams en 2022 à 4,88 milliards en 2023.

► Maroc : La société Managem va augmenter son capital

Managem, une société marocaine qui opère dans le secteur des mines et de l'hydrométallurgie, va procéder, durant la période du 14 mars au 2 avril 2024, à une augmentation de capital par apport en numéraire et/ou par compensation des créances liquides et exigibles d'un montant de 2,997 milliards de dirhams (297 millions de dollars).

► Pétrole : L'Arabie saoudite et la Russie coupent fortement leur production

Alors que la croissance économique est morose, l'Arabie saoudite et la Russie, les deux poids lourds de l'Opep+ des pays exportateurs de pétrole, ont annoncé récemment la prolongation jusqu'à juin de leur baisse de production de pétrole. Ainsi, Riyad va continuer de réduire sa production d'un million de barils par jour pour la période d'avril à juin, a annoncé son ministère de l'Énergie, cité par l'agence de presse officielle saoudienne SPA. De son côté, Moscou va réduire la voilure à hauteur de 471.000 barils quotidiens, portant à la fois sur la production et les exportations.

► Niger : Asky reprend ses vols

Asky Airlines, la compagnie aérienne régionale basée à Lomé, a repris ses vols en direction et en provenance de Niamey le 2 mars 2024. Et ce après 7 mois de suspension en raison de la situation politique au Niger. En effet, cette reprise fait suite à la levée des sanctions de la CEDEAO.

► Matières premières : 2023, l'année de la chute des cours

Le gaz K.-O. et le cacao au plus haut. C'est le résumé lapidaire du parcours mouvementé des matières premières en 2023. Une année très particulière, entre grand écart et dégringolade. Le rapport CyclOpe, qui fait référence au sujet, estime d'ailleurs que 2023 restera dans les annales comme celle où la chute sur les marchés aura été l'une des plus prononcées. L'indice CyclOpe, représentatif de l'évolution des cours des matières cotées, a plongé de 14%.



Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C), dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

Il a pour objectifs de :

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :

PROMOTION COMMERCIALE

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

INFORMATION COMMERCIALE

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

ÉTUDES ET RECHERCHES

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

FORMATION

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

agenda



■ **22^{ème} RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE DU COMCEC**
25 Avril 2024 • Ankara, Turquie

■ **ICDT INVEST DAYS BANJUL**
02-03 Mai 2024 • Banjul, Gambie

■ **15^{ème} SOMMET ISLAMIQUE OCI**
04-05 Mai 2024 • Banjul, Gambie

■ **CONGRÈS AIM (RÉUNION ANNUELLE D'INVESTISSEMENT)**
07- 09 Mai 2024 • Abu Dhabi, EAU

■ **40^{ème} COMITÉ DE SUIVI DU COMCEC**
22- 23 Mai 2024 • Ankara, Turquie

■ **40^{ème} SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**
15-17 Juillet 2024 • Yaoundé- Cameroun

■ **ICDT INVEST DAYS YAOUNDÉ**
16-17 Juillet 2024 • Yaoundé- Cameroun

■ **5^{ème} SALON DE LA SANTÉ DANS LES PAYS DE L'OCI**
Juillet 2024 • Dakar, Sénégal

■ **4^{ème} FORUM CONSULTATIF DES ORGANISATIONS DE COOPÉRATION RÉGIONALE (ORC) OPÉRANT DANS LA RÉGION DE L'OCI**
Septembre 2024 • Marrakech, Maroc

■ **10^{ème} OIC HALAL EXPO**
08-12 Octobre 2024 • Tunis, Tunisie

■ **8^{ème} FOIRE COMMERCIALE DE L'OCI**
29 Novembre - 1^{er} décembre 2024 • Lahore, Pakistan



Centre Islamique
pour le Développement du Commerce

ORGANE SUBSIDIAIRE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE

Tour des Habous 11/12 ème étage 20000 Casablanca-Maroc

+212 522 314 974

icdt@icdt-oic.org

www.icdt-cidc.org